

La crainte d'un afflux de migrants rend les élus nerveux

● **A la Côte, on ne veut pas d'une jungle "calaisienne".**

● **Certains lui préféreraient un Guantanamo "sans torture".**

● **Ecolo invite les autres partis à se ressaisir et éviter les discours qui déshumanisent les réfugiés.**

Épinglé

A la Côte, des autorités préoccupées jusqu'à perdre parfois leur sang-froid

Afflux et inquiétudes. A la Côte, 80 personnes, essentiellement des Afghans, ont été interceptées ces dernières 24 heures à hauteur de La Panne, à la suite de l'intensification des contrôles décidée, mardi, par le gouvernement fédéral. Toutes désiraient se rendre en Grande-Bretagne via Zeebrugge. Selon Peter Dewaele, de la police fédérale, c'est la première fois que des migrants avaient des bagages, ce qui indiquerait qu'ils n'avaient pas l'intention de retourner en France. Vingt-cinq personnes ont également été interceptées à l'intérieur du pays. En vérité, cela fait des semaines que les autorités communales et provinciales s'inquiètent de ce qu'elles qualifient "d'afflux" de personnes en séjour illégal. Dès la mi-janvier, dix bourgmestres et le gouverneur de la province de Flandre-Occidentale, Carl Decaluwé (CD&V), avaient demandé au

ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA), qu'il libère des moyens nouveaux pour faire face à ce mouvement qui menace, craignent-ils, l'industrie du tourisme.

Lippens, Vanden Bussche, Decaluwé. Trois élus se signalent par leur virulence. Mardi, dans "Sudpresse", Léopold Lippens, bourgmestre de Knokke, a suggéré la création d'un camp "comme Guantanamo, mais sans la torture", pour les illégaux. Sinon, ajoute-t-il, "on se retrouvera avec 100 millions de musulmans en Europe". De son côté, à la suite de l'installation de demandeurs d'asile dans la base militaire de Coxyde, le bourgmestre Vanden Bussche (Open VLD) avait exigé que ses policiers perquisitionnent quotidiennement le centre munis de gilets pare-balles. Puis, il envisagea d'interdire l'accès de la piscine communale aux migrants après qu'un jeune demandeur d'asile eut été suspecté d'attouchements dont il était innocent. In fine, le collège se ravisa. Enfin, le gouverneur Decaluwé a récemment demandé "de ne pas nourrir les réfugiés, sinon d'autres viendront". Comme s'il s'agissait de vulgaires mouettes... **J.-C. M.**

"Avec les illégaux, qu'on fasse un camp comme à Guantanamo. Sans les torturer. Et qu'on les renvoie dans leur pays! Et qu'on n'attende pas la décision du procureur du Roi pour leur demander de quitter le pays dans les 5 jours."

LÉOPOLD LIPPENS
Bourgmestre de Knokke (CD&V)

"Le tourisme à la Côte est d'une importance capitale pour le pays, la Flandre et notre province. Nous devons tout faire pour garder le contrôle de la situation afin que les gens puissent continuer à venir à la Côte tranquillement."

CARL DECALUWÉ
Gouverneur de la province de Flandre-Occidentale (CD&V)

"Heureusement qu'on a la N-VA. Avec les socialistes, on aurait 80 000 illégaux de plus. Et ils auraient reçu leur carte de séjour et ils pourraient voter aux prochaines élections."

LEOPOLD LIPPENS
Bourgmestre de Knokke (CD&V)

La police peut compter sur les chefs de gare

Les agents de la SNCB sont invités par leur direction à signaler à la police la présence de migrants dans les gares. C'est principalement le cas à la côte où se font ressentir les conséquences du démantèlement annoncé d'une portion du camp de Calais (appelé la "Jungle") par le gouvernement français. Cette collaboration active de la SNCB dans le signalement des candidats à l'exil (vers le Royaume Uni pour la plupart) était mise en lumière dans un reportage publié par "La Libre" ce mercredi.

Recontactée, la SNCB précise que c'est bien à la demande de la police que le personnel de certaines gares est amené à signaler la présence de migrants. "Lorsqu'un groupe de personnes étrangères arrive dans la gare", précise Nathalie Pierard, porte-parole, qui insiste sur la notion de "groupe". "C'est à cela qu'on reconnaît les migrants", dans des gares qui sont relativement peu fréquentées en cette saison, estime-t-elle. Avant de préciser que l'agent SNCB, chef de gare ou sous-chef de gare, ne prévient pas directement la police. Il prend contact avec le SOC – pour Security Operation Center – qui centralise tous les signalements relatifs à la sécurité du réseau. C'est ce SOC qui, ensuite, prévient les forces

de l'ordre. La démarche conduit en général à un contrôle d'identité suivi de la remise d'un ordre de quitter le territoire.

Les syndicats ne font pas de commentaires

Cette politique n'est en rien liée à des faits de dégradations commis par des migrants dans les gares comme expliqué mardi soir, rectifie la porte-parole de la SNCB. Il s'agit bien d'une demande émanant de la direction de coordination et d'appui de la police fédérale. Nathalie Pierard précise que depuis les événements de Calais, des migrants en provenance de France "s'installent" à l'intérieur des gares de la côte belge ou aux alentours. Cette collaboration ne fait l'objet d'aucune convention formelle mais s'applique dans le cadre des contacts réguliers du SOC avec la police, précise la SNCB.

Quant au fait que les migrants aient été interpellés sous les yeux de "La Libre" juste après avoir déboursé l'argent pour leurs tickets, c'est l'étonnement. "Cela ne doit pas se passer comme cela", assure la SNCB qui promet d'éclaircir ces faits en interne. Contactée, la CSC Transcom n'a pas souhaité commenter le reportage. Et la CGSP Cheminots n'a pas répondu à notre demande d'interview.

M. Co.

“Les inquiétudes légitimes de la population ne justifient pas les dérives”

Entretien Frédéric Chardon

Au top d'Ecolo, on est éceuré par les termes employés par certains médias (la Une de "Sudpresse" mercredi: "Invasion de migrants: la côte belge menacée") et par certains mandataires politiques (Léopold Lippens, bourgmestre CD&V de Knokke, propose "un Guantanamo sans torture" pour les illégaux). Zakia Khattabi, coprésidente des Verts, lance officiellement un appel au nom de son parti pour évacuer du débat sur la crise migratoire les mots qui déshumanisent les réfugiés et les criminalisent.

Vous réagissez à l'actualité mais Ecolo n'arrive-t-il pas un peu tard ?

Ce n'est pas juste de nous faire ce reproche. Ecolo a dénoncé les termes du débat depuis le début. Mais, comme on était isolé, la parole n'a peut-être pas été assez forte. Nos positions en la matière ne souffrent d'aucune ambiguïté. Des déclarations comme celles-là, on n'en veut plus, c'est terminé. Combien de morts en Méditerranée? C'est tellement insultant... Un peu de respect pour l'humanité.

Que proposez-vous dès lors ?

Ecolo veut prendre ses responsabilités: nous lançons un appel aux intellectuels, aux autres partis, aux associations, à la société civile. Il est légitime d'avoir un débat sur comment surmonter la crise des demandeurs d'asile. Et que les sensibilités politiques les plus conservatrices s'expriment sur le sujet, c'est normal. Mais cela doit se faire dans le respect de nos valeurs et des droits fondamentaux. Ce sont des digues qui évitent au débat de se transformer dans le marécage nauséabond actuel. Il y a une dérive démocratique au travers de prises de positions politiques et du traitement de l'info de la part de certains médias. Appeler à ne pas nourrir les migrants comme l'a fait le gouverneur de la province de la Flandre-Occidentale, c'est les déshumaniser. Derrière les mots "réfugiés", "migrants", "illégaux", ce sont des hommes et des femmes, ce sont des vies à chaque fois singulières. Et Léopold Lippens qui propose un Guantanamo... Je n'ai pas de mots tellement c'est énorme. Quel démocrate peut tenir ce genre de propos ?

Tous ces propos ne reflètent-ils pas le sentiment de la population belge elle-même ?

Dans la population, il y a des inquiétudes légitimes mais elles ne justifient pas les dérives. Ces inquiétudes imposent au contraire un effort de pédagogie de ceux qui prennent une parole publique. Même si les plus conservateurs défendent la fermeture des frontières, ce n'est pas pour autant que l'on peut fouler à pieds joints les valeurs fondamentales. Ceux qui sont si prompts à brandir nos principes face à ceux qui ne s'y reconnaîtraient pas, les piétinent quand il s'agit de s'opposer aux migrants. Les termes utilisés actuellement, c'est une honte, ça nous renvoie aux heures les plus noires de notre histoire.

Comment expliquer la dérive que vous percevez en Belgique ?

Il y a un climat global qui la permet. Avec une parole publique au plus haut niveau qui n'est pas rassembleuse. Angela Merkel tient un discours humaniste, elle n'est pas dans la criminalisation du migrant. En Belgique, que ce soit Charles Michel, Jan Jambon ou Theo Francken, ce n'est que ça : la question sécuritaire. Pourquoi d'autres n'iraient pas alors enfoncer la porte qui leur a été ouverte ?